

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

**RAPPORT DES SOMMETS 2001-2003**

---

## AVANÇANT DANS LES AMÉRIQUES *Progrès et Défis*



PREMIERE SOMMET 1994 MIAMI  
DEUXIEME SOMMET 1998 SANTIAGO  
TROISIEME SOMMET 2001 QUÉBEC  
SOMMET EXTRAORDINAIRE 2004 MONTERREY

# Notre Mission

Le Secrétariat des sommets des Amériques, sous les auspices de l'OEA, fonctionne comme mémoire institutionnelle ainsi que secrétariat technique du processus des Sommets, appui les pays à l'implémentation des mandats du Sommet et dans la préparation des futurs sommets, coordine l'appui de l'OEA dans l'implémentation des mandats du sommet, et préside le Groupe de travail conjoint des sommets, qui comprend les institutions inter-américaines et internationales.

# Avant-propos

Il y a dix ans, les chefs d'État et de gouvernement du Continent américain lançaient une initiative multilatérale innovatrice et de longue portée pour bâtir un programme d'action collective, sur la base de valeurs partagées et d'un ferme engagement à collaborer ensemble pour atteindre les objectifs de la paix et de la prospérité pour tous les peuples des Amériques. Depuis lors, les présidents et les premiers ministres se sont réunis trois fois pour réaffirmer leur but commun et mettre en oeuvre une stratégie continentale détaillée afin d'atteindre ces objectifs partagés. Les réunions de Miami, Santiago et Québec étaient uniques dans l'histoire du monde: trente-quatre gouvernements démocratiquement élus se rassemblaient pour améliorer la vie de leurs 800 millions de citoyens des Amériques en travaillant côte à côte.

Les dirigeants, dans le cadre de leurs efforts, ont été rejoints par leurs ministères, les pouvoirs législatifs et judiciaires, la société civile et la communauté des affaires. L'envergure de la stratégie ou agenda pour les Amériques, tel que le reflètent les plans d'action des Sommets, est de nature globale (de la démocratie à la protection de l'environnement), ce qui réclame l'engagement de toutes les couches de nos sociétés. Notre famille d'institutions interaméricaines, avec à sa tête, l'Organisation des États Américains (OEA), constitue une ressource considérable pour tirer profit de ces efforts. Aux agences spécialisées comme l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes se joignent les banques de développement comme la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque Centre Américaine d'Intégration Économique (BCIE), la Banque de Développement des Caraïbes (BDC), la *Corporación Andina de Fomento* (CAF), pour mettre l'expertise et le financement au service de nos nations.

Aujourd'hui à mi-chemin entre notre Troisième et notre Quatrième Sommet des Amériques, l'initiative lancée en 1994 est mise à l'épreuve. Les dirigeants ont reconnu l'urgence des défis qui se posent à la région et mobilisent leurs énergies collectives dans le cadre des Sommets en appelant à la tenue du Sommet extraordinaire des Amériques les 12 et 13 janvier 2004. L'Organisation des États Américains soutient pleinement cet appel à l'action en faisant intervenir notre Secrétariat aux Sommets des Amériques, nos organes politiques et chacune de nos unités techniques. Le présent rapport, une synthèse de notre situation actuelle dans de la réalisation des buts fixés lors des Sommets, a été préparé par le Secrétariat des Sommets des Amériques et c'est dans ce contexte qu'il est présenté ci-après.

**César Gaviria**  
**Secrétaire général**  
Organisation des États Américains

# Le Sommet des Amériques

*Un chemin vers la  
gouvernance régionale  
dans le contexte de la  
mondialisation.*

## Avançant dans les Amériques

Une fois de plus, les leaders des Amériques ont reconnu que la délibération collective est un mécanisme valable pour faire face aux conjonctures difficiles du Continent. La fragilité politique, la lente croissance économique et les exigences sociales délaissées sont des priorités dans l'agenda des Amériques qui les ont conduit à proposer la tenue d'un Sommet extraordinaire des Amériques. Ce Sommet indiquera le chemin menant au Quatrième Sommet des Amériques qui se déroulera en Argentine en 2005. Il y a grand espoir que le Sommet extraordinaire et le Quatrième Sommet des Amériques offriront le leadership nécessaire pour maintenir, voire accélérer l'action engagée pour atteindre les buts ambitieux qui font partie de notre processus des Sommets des Amériques.

C'est dans ce contexte que nous avons établi le présent résumé exécutif, dont l'objet est de présenter aux chefs d'État et de gouvernement des Amériques réunis au Sommet extraordinaire des Amériques de Monterrey la vision du Secrétariat aux Sommets des Amériques de l'Organisation des États Américains sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des mandats depuis le Sommet de Québec de 2001. Le présent résumé exécutif examine chacun des 18 mandats selon une perspective régionale et contient également une section sur la connectivité et une autre sur la structure et le suivi des Sommets. Le résumé exécutif identifie également certains des défis qui nous seront lancés dans la construction d'une communauté continentale et dans la recherche de solutions communes aux problèmes qui nous affligent. En ce qui a trait à ce nouveau Sommet extraordinaire des Amériques qui aura lieu les 12 et 13 janvier 2004, il est essentiel non seulement d'évaluer les avancées réalisées à date mais aussi de réfléchir sur le pourquoi du processus des Sommets et sur l'importance de celui-ci pour le développement et la gouvernance continentale dans le contexte de la mondialisation. Il est aussi important de réfléchir aux défis qui se posent aux pays et aux institutions pour appuyer ce processus continental, de faire des mandats une réalité et d'analyser les moyens par lesquels le Système interaméricain peut apporter une meilleure réponse aux exigences des 34 démocraties du Continent.

### ANTÉCÉDENTS DU PROCESSUS DES SOMMETS

Les Sommets des Amériques réunissent les chefs d'État et de gouvernement du Continent pour discuter et prendre des actions sur les questions politiques, économiques et sociales qui nous concernent tous. À l'origine, le concept des Sommets des Amériques était d'établir un cadre de valeurs partagées et d'engagements communs pour atteindre la paix et la prospérité dans le Continent. Il s'agissait alors de célébrer et de protéger la démocratie et de recueillir les bienfaits que cette nouvelle réalité des Amériques offrait à travers des gouvernements plus justes et transparents et des marchés qui fonctionneraient pour tout le monde. L'idée a germé quand les leaders du Continent, représentant les trente-quatre gouvernements démocratiquement élus, ont assisté au Premier Sommet des Amériques à Miami en



Les Sommets  
des Amériques  
réunissent les  
chefs d'État et de  
gouvernement  
du Continent pour  
discuter et prendre  
des actions sur  
les questions  
politiques,  
économiques  
et sociales qui  
nous concernent  
tous.

décembre 1994 afin de discuter et d'approuver un plan détaillé contenant des initiatives politiques, économiques et sociales. À ce Sommet, ces chefs d'État et de gouvernement ont conjugué leurs efforts pour bâtir des États modernes dans une économie mondiale et pour satisfaire les besoins des citoyens des Amériques.

Ce grand début a donné lieu à un processus de coopération continentale qui demeure en vigueur de nos jours. À travers la tenue du Sommet sur le développement durable en Bolivie en 1996, du Deuxième Sommet des Amériques à Santiago du Chili en 1998 et récemment du Troisième Sommet des Amériques à Québec en avril 2001, les leaders se sont engagés à aborder des thèmes fondamentaux qui affectent le Continent et à exécuter des actions et remplir des engagements communs découlant de ces thèmes.

À l'heure actuelle, nous sommes à mi-chemin entre le Troisième Sommet de 2001 et le Quatrième Sommet des Amériques prévu pour 2005 en Argentine. Les présidents et premiers ministres ont convoqué un Sommet extraordinaire qui aura lieu à Monterrey (Mexique) pour pouvoir faire participer les nouveaux leaders de la région au processus des Sommets et pour confronter de façon constructive les difficiles enjeux économiques et sociaux de la région et, enfin, renforcer le cadre institutionnel démocratique.

#### LES ENJEUX NE SONT PAS SEULEMENT NATIONAUX

La mondialisation démontre le caractère multidimensionnel et global des divers cadres de vie que nous connaissons en tant que citoyens du Continent et du monde. Il n'existe aucun doute sur le fait que les communications et la connectivité ont facilité la transparence et la responsabilité et mis en évidence également les exigences collectives. La mondialisation a aussi contribué au renforcement du dialogue politique entre nos dirigeants et les multiples acteurs de notre société, y compris la société civile, les milieux universitaires, le secteur privé et les médias. Aujourd'hui, il existe davantage d'agents, de porte-parole, d'organisations qui signalent les défaillances de nos institutions en découvrant leurs limitations et en exigeant leur transformation. La mondialisation dévoile et démasque les anciens problèmes qui sont demeurés présents dans nos sociétés des décennies durant.

Aujourd'hui, les enjeux ne sont plus seulement individuels ou nationaux. Nous faisons face à des problèmes mondiaux qui nous affectent tous, en dépit des frontières. Des phénomènes comme le narcotrafic, le terrorisme, les questions de sécurité, les migrations, l'emploi, le commerce, la défense de l'État de droit, la protection des droits de la personne et les épidémies, pour ne nommer que certains, mettent en relief la nécessité d'adopter une approche commune. Le débat mondial et régional nous a aussi démontré qu'il y a davantage de place aujourd'hui pour les valeurs partagées, pour l'action diplomatique, pour la prévention des conflits, pour la coopération et pour créer des synergies et des volontés en faveur de la préservation de la paix et la prospérité.

Dans le cadre du processus des Sommets, les chefs d'État et de gouvernement ont cherché à coordonner les efforts pour bâtir un État moderne dans une économie mondiale et pour répondre aux besoins et aux aspirations des 800 millions de citoyens des Amériques. Les Sommets sont un reflet de l'importance de la gouvernance régionale dans le contexte de la mondialisation et de la nécessité de chercher des réponses collectives, extrêmement différentes de celles qui avaient cours dans le passé.



La mondialisation dévoile et démasque les anciens problèmes qui sont demeurés présents dans nos sociétés des décennies durant.

#### RÉALISATIONS

Les objectifs que la communauté des Amériques s'est fixée dans le cadre du processus des Sommets sont véritablement ambitieux et sont, à plusieurs titres, similaires aux déclarations faites pendant la création des Nations Unies et de l'Organisation des États Américains. Les leaders des Amériques ont tenté de combiner les déclarations de principes avec des politiques et des actions concrètes qui traduisent ces principes.

Malgré le fait qu'ils soient mal connus en dehors du cadre des ministères des relations extérieures et des institutions continentales, les Sommets ont déjà produit des effets importants sur la vie des citoyens du Continent. L'un des effets les plus remarquables est la signature de la Charte démocratique interaméricaine en 2001 et sa mise en oeuvre. En outre, nous avons assisté au lancement et à la poursuite des négociations de la ZLEA malgré les revers subis lors de la Ronde de Doha à Cancun en septembre dernier dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Nous avons également constaté d'importants progrès dans la lutte contre la pauvreté à travers les efforts déployés pour améliorer la santé, l'éducation, la sécurité des personnes et la protection des groupes les plus vulnérables des sociétés américaines. Nous citerons dans cette synthèse certains exemples de réalisations marquantes.

#### CONTEXTE POLITIQUE

Dans le domaine politique, nous avons assisté à des réalisations importantes. Lors du Troisième Sommet des Amériques en 2001 au Québec, les pays, préoccupés par la fragilité de certaines démocraties, ont proposé d'adopter la Charte démocratique interaméricaine qui est indubitablement le mécanisme le plus innovateur existant dans le monde pour défendre la démocratie. La Charte adoptée à Lima le 11 septembre 2001, à un moment où se produisaient les attaques terroristes flagrantes dans les villes de Washington D.C. et de New York, est une preuve claire des nombreuses réalisations dans le domaine de la défense et de la promotion de la démocratie dans notre Continent et du chemin qui nous reste encore à parcourir. La Charte démocratique a été un instrument essentiel qui réitère notre préoccupation constante de garantir la subordination constitutionnelle de toutes les autorités de l'État à l'autorité civile légalement constituée. C'est cet instrument qui nous a permis de faire face à la préservation du système démocratique en Haïti et au Venezuela pour chercher une issue aux crises politiques qui ont affecté ces pays. Récemment, nous sommes intervenus dans le cas de la Bolivie pour chercher à garantir la stabilité du système constitutionnel.

Face au fléau du narcotrafic, les pays ont convenu des principes et des directives de politique commune qui sont repris dans la stratégie continentale antidrogue. La création d'un Mécanisme d'évaluation multilatérale (MEM) en 1998, dans le cadre de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD) de l'OEA, a permis d'évaluer les progrès individuels et collectifs et de formuler des recommandations pour améliorer leurs capacités de lutte contre le trafic et l'abus des drogues et de renforcer également la coopération multilatérale.

À travers la "Convention interaméricaine contre le terrorisme", qui fait partie du processus des Sommets, les gouvernements garantissent une vaste entraide juridique et permettent le jugement des personnes participant à la planification ou la perpétration d'actes de terrorisme.



La Charte démocratique interaméricaine est le mécanisme le plus innovateur existant dans le monde pour défendre la démocratie.

Il importe de mentionner également la récente Conférence spéciale sur la sécurité qui a eu lieu au Mexique au mois d'octobre 2003, dont la Déclaration adopte une approche nouvelle et multidimensionnelle à la sécurité et reconnaît une architecture souple pour la sécurité du Continent.

### CONTEXTE ÉCONOMIQUE

La prospérité naissant des débouchés économiques et de la croissance est un objectif des 34 pays participant au Sommet des Amériques. Comme il est largement reconnu, dans le monde globalisé que nous habitons, toute activité économique se conjugue d'une manière ou d'une autre avec le système de commerce international. Les leaders du Continent ont démontré l'importance du processus décisionnel collectif en lançant en 1994 les négociations pour une Zone de libre échange des Amériques (ZLEA) d'ici à 2005, une question qu'ils ont réaffirmée lors du Troisième Sommet des Amériques au Québec. La coopération des organismes internationaux tels que l'OEA, la CEPAL et la BID qui ont œuvré ensemble dans le cadre du Comité tripartite a été cruciale pour appuyer les pays dans leurs négociations. L'engagement souscrit par les pays pour parvenir à une ZLEA non exclusive et juste pour toutes les parties est exprimé dans la Déclaration émise par les ministres responsables du commerce dans le Continent lors de leur Huitième réunion tenue à Miami en novembre 2003, au cours de laquelle ils ont réaffirmé l'engagement en faveur d'une ZLEA intégrale et équilibrée, qui encouragera avec la plus grande efficacité la croissance économique, la réduction de la pauvreté, le développement et l'intégration à travers la libéralisation du commerce.

Au-delà de la ZLEA, nous avons été témoins d'actions importantes dans les Amériques pour créer un contexte favorable au succès des activités du secteur privé pour traiter les écarts dans les besoins d'infrastructure physique, notamment dans les secteurs clés comme les télécommunications et la connectivité à travers Internet.

### CONTEXTE SOCIAL

Dans le domaine social, nous pouvons citer certains exemples d'effets positifs de l'action collective dans la mise en œuvre des Sommets, comme le sont la lutte contre le VIH-SIDA, la reconnaissance croissante du rôle de la femme dans les postes de direction de la fonction publique et les accomplissements en matière éducative.

Les mandats de Québec ont aidé les pays centraméricains à réussir leurs négociations avec les principales entreprises pharmaceutiques pour réduire de 50% en moyenne le prix des anti-rétrovirus pour le traitement des patients.

En ce qui concerne la participation de la femme, il importe de mentionner que les femmes ont réalisé d'importants progrès pour améliorer leur qualité de vie. Le nombre d'enfants par femme a diminué, le niveau d'instruction a augmenté et les femmes participent davantage à la force de travail, quoique percevant des salaires inférieurs. De même, elles parviennent à occuper davantage de postes de responsabilité dans le gouvernement, même si elles demeurent extrêmement sous-représentées aux plus hauts échelons.

Il incombe de noter également les progrès réalisés par les ministres de l'éducation dans la préparation d'un plan d'action détaillé dans ce domaine. Les pays ont signé des accords avec des organismes multilatéraux et bilatéraux pour accroître les activités dans ce secteur, notamment la formation des enseignants,

la construction et l'entretien des écoles dans les zones rurales, la création de projets pour l'éducation des filles et l'exploitation des avantages qu'offrent les nouvelles technologies pour l'éducation.

### CONTEXTE INSTITUTIONNEL

Le processus des Sommets accorde une attention considérable à l'architecture continentale et aux moyens d'améliorer l'organisation des gouvernements et ministères et des institutions interaméricaines pour maintenir et élargir l'agenda continental. Une réalisation importante est le fait que l'architecture continentale moderne a fait davantage qu'intégrer les gouvernements et les organismes inter-américains et internationaux dans les discussions et la recherche de solutions aux problèmes continentaux. En effet, le processus des Sommets a créé un espace de dialogue entre les 34 gouvernements et les organisations de la société civile. À l'heure actuelle, la société civile a accès à la page Web des Sommets et à tous ses documents et elle participe aux consultations régionales sur les programmes politiques et sur la mise en œuvre et le suivi de ceux-ci. Un exemple intéressant est la participation récente de représentants des populations autochtones aux négociations pour la Déclaration interaméricaine sur les droits des peuples autochtones qui se sont tenues dans le cadre du Conseil permanent de l'OEA. En outre, les premières actions ont été menées avec plusieurs autres partenaires comme le secteur privé, la presse et les jeunes des Amériques. Il importe de noter que le secteur privé a collaboré étroitement à travers les Forums des gens d'affaires des Amériques lors des négociations pour la ZLEA et à travers les organisations patronales dans le cadre des négociations des ministres du travail.

### ENJEUX

Selon les données récentes de la CEPAL, à l'heure actuelle, 44% de la population d'Amérique latine et des Caraïbes (220 millions) vivent dans la pauvreté et 20% dans un état de pauvreté extrême. Dans son récent rapport intitulé "L'inégalité en Amérique latine et dans les Caraïbes", la Banque mondiale rapporte que les 10% les plus riches de la population reçoivent 48% des revenus, alors que les 10% les plus pauvres en gagnent seulement 1,6%. De même, selon l'Organisation internationale du travail (OIT), 57% de la population d'Amérique latine et des Caraïbes sont sans emploi ou sous-employés. Il existe aujourd'hui 80 millions de travailleurs informels dans le Continent américain. Le renforcement des démocraties a fait naître chez la population de grandes attentes, qui cependant remettent en question les avantages naissant de celle-ci et voient dans la pauvreté une menace grave.

Il existe de nombreux périls latents et des risques potentiels qui menacent la gouvernance dans la région. La difficulté réside dans l'identification de ces périls et dans la définition des stratégies et de l'approche à adopter pour y faire face. C'est dans ce contexte que le Sommet extraordinaire des Amériques a été conçu. Afin de continuer de faire face aux problèmes, il est également devenu urgent de parfaire en permanence l'architecture continentale et son renforcement afin de gérer les problèmes actuels et visualiser l'établissement d'un nouveau programme qui gravite autour de l'avenir des Amériques.

Les Sommets des Amériques sont la manifestation la plus claire des efforts de gouvernance régionale et constituent un processus qui semble nous accompa-



Les mandats de Québec ont aidé les pays centraméricains à réussir leurs négociations avec les principales entreprises pharmaceutiques pour réduire de 50% en moyenne le prix des anti-rétrovirus pour le traitement des patients atteints du VIH-SIDA.



Les Sommets des Amériques sont la manifestation la plus claire des efforts de gouvernance régionale.

gner pour toujours. Ceci nous a conduit à redéfinir le rôle des organisations internationales comme l'OEA qui doivent appuyer ces processus continentaux, agir comme Secrétariat au processus des Sommets et aussi faciliter, à travers tous leurs mécanismes institutionnels divers, les initiatives gouvernementales collectives, distinctes et vastes. Comme l'a exprimé M. César Gaviria, Secrétaire général de l'OEA, les Sommets des Amériques donnent aux institutions du Continent une nouvelle boussole pour guider leurs programmes. Un autre exemple de l'impact des Sommets dans le programme des institutions interaméricaines est l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) qui a opéré une réforme pour s'engager dans le processus des Sommets en invitant les ministres de l'agriculture à concevoir une vision cohérente des besoins et à mettre au point des plans et mobiliser des ressources pour exécuter ceux-ci, créant de ce fait un consensus clair sur les actions nécessaires pour créer des débouchés pour les producteurs agricoles, améliorer la sécurité alimentaire et s'ouvrir aux marchés extérieurs.

Ce processus nous a également conduit à réfléchir à un système d'institutions internationales dotées d'une capacité de travail commun pour aider les pays à relever des défis complexes et multisectoriels. La création du Groupe de travail inter-agences, dans le cadre du Système interaméricain, auquel participent toutes les agences du Système pour épauler le processus des Sommets n'est qu'une première étape. Il importera de consolider et d'élargir les travaux de ce Groupe et de veiller à ce que les instances gouvernementales des diverses institutions répondent aux mandats des Sommets en s'impliquant dès le début dans les processus de préparation et de suivi. Les institutions doivent remplir une fonction fondamentale dans l'établissement de diagnostics de situation, la conception et le financement de programmes et projets pour résoudre les problèmes et leur contexte, ainsi que dans l'établissement d'indicateurs et de mécanismes de suivi et d'évaluation. En dépit des efforts passés, la préparation d'un rapport collectif et complet sur l'état d'avancement des pays dans le domaine de l'exécution des mandats des Sommets sous leurs divers aspects est une tâche évolutive qui pourrait revêtir le même caractère que le Rapport annuel de la Banque mondiale sur le développement international ou l'Indice du développement humain du PNUD.

D'autre part, afin de pouvoir répondre aux attentes des pays réclamant l'appui soutenu des mécanismes et des institutions multilatérales et continentales comme l'OEA et d'autres organisations spécialisées, ces nouvelles exigences doivent s'accompagner d'un renforcement de la confiance des pays dans leurs propres institutions régionales, parallèlement à une augmentation de leur financement afin de garantir leur véritable pertinence dans le processus. Il est impossible d'accroître les mandats des institutions sans leur allouer les ressources nécessaires pour les mettre en oeuvre.

Un autre obstacle fondamental est lié à l'engagement politique de chaque pays pour la mise en oeuvre des mandats, à la responsabilité envers ceux-ci et au nombre de mandats issus des Sommets. Le Plan d'action de Québec contient 245 initiatives. Un programme de cette envergure, face à la volonté politique parfois limitée des gouvernements et aux maigres ressources des gouvernements et des organismes rend impossible leur mise en oeuvre intégrale. Il sera essentiel d'identifier les secteurs prioritaires d'intervention immédiate afin de concentrer



**Il sera essentiel d'identifier les secteurs prioritaires d'intervention immédiate... et de produire des effets réels sur le bien-être de la population.**

les faibles ressources existantes et de produire des effets réels sur le bien-être de la population. Dans ce sens, il sera important d'analyser chaque nouvelle proposition de mandat à la lumière de la faisabilité réelle de sa mise en oeuvre.

L'identification des secteurs prioritaires ainsi que l'amélioration de l'exécution sont possibles si nous associons de plus en plus la formulation de mandats et leur exécution aux travaux ministériels sectoriels qui doivent reprendre ces mandats à leur compte et établir des mécanismes d'évaluation des progrès fiables et fondés sur des indicateurs clairs et mesurables. Les recommandations émanant des processus ministériels doivent à la fois informer, nourrir les débats et alimenter les décisions au plus haut échelon politique des gouvernements. Pour leur part, les organisations spécialisées ont un rôle important à jouer pour conseiller les gouvernements dans ce contexte.

Nous devons continuer de parfaire les mécanismes nationaux de rapport et d'évaluation sur les progrès accomplis. Les mécanismes utilisés dans le passé, quand chaque pays devait soumettre un rapport sur chacun des 18 mandats, étaient complexes et les gouvernements ont connu des difficultés pour les appliquer et soumettre en temps opportun des résultats comparables. Nous devons penser à de nouvelles options innovatrices, peut-être en nous concentrant chaque fois sur des thèmes spécifiques et en menant des enquêtes à l'échelon national, comme c'est le cas pour le suivi des Objectifs de développement du millénaire. Nous pourrions aussi penser à un mécanisme d'évaluation multilatérale voisin de celui de la CICAD, auquel participeraient non seulement les gouvernements mais aussi la société civile et les établissements d'enseignement, un mécanisme qui mènerait des enquêtes indépendantes sur les progrès dans des domaines particuliers, sur la demande des gouvernements et dans le cadre du GRIC.

Cette vision nous permettra de mettre en marche tous les instruments nationaux, régionaux et multilatéraux pour renforcer l'agenda des Sommets des Amériques et concentrer les efforts sur les avantages et les imperfections de la mondialisation, en garantissant la gouvernance continentale et le bien-être de la population. Il sera important que nous collaborions tous à cet objectif, tant les gouvernements, les organisations régionales et internationales que la société civile et le secteur privé, en assumant la grande responsabilité de renforcer la démocratie et la gouvernance et en contribuant à alléger la pauvreté et le manque de perspectives commerciales dans les Amériques.



**Il sera important que nous collaborions tous à cet objectif... en assumant la grande responsabilité de renforcer la démocratie et la gouvernance et en contribuant à alléger la pauvreté et le manque de perspectives commerciales dans les Amériques.**



## RÉALISATIONS PRINCIPALES DE LA MISE EN ŒUVRE DES MANDATS ISSUS DU TROISIÈME SOMMET DES AMÉRIQUES:

### *Améliorer le fonctionnement de la démocratie*

- ❖ Signature de la Charte démocratique interaméricaine pour protéger et renforcer les démocraties des Amériques
- ❖ Observation et assistance technique dans le cadre de onze élections nationales et locales
- ❖ Assistance à la Bolivie, au Paraguay, à Haïti et au Venezuela pour maintenir l'ordre constitutionnel
- ❖ Signature et mise en œuvre des dispositions de la Convention interaméricaine contre la corruption

### *Droits de la personne et libertés fondamentales*

- ❖ Renforcement de la législation nationale pour la protection des droits de la personne
- ❖ Vulgarisation intensive de la Commission interaméricaine des droits de l'homme
- ❖ Augmentation des cas portés devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme qui ont abouti avec succès
- ❖ Avancées dans la législation pour la promotion de l'égalité et de la protection de la femme
- ❖ Protection intensive de la liberté de la presse par le Rapporteur spécial pour la liberté d'expression

### *Justice, état de droit et sécurité des personnes*

- ❖ Renforcement des systèmes judiciaires à travers la coopération entre les pays aux réunions des ministres de la justice
- ❖ Augmentation des capacités du Centre d'études de la justice des Amériques pour suivre les progrès réalisés et offrir de la formation
- ❖ Mise en œuvre active du Mécanisme d'évaluation multilatérale de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD) afin d'épauler les pays dans leurs efforts pour éliminer l'usage et le trafic de narcotiques illicites
- ❖ Augmentation du recours aux nouvelles techniques policières pour améliorer la sécurité individuelle

### *Sécurité continentale*

- ❖ Mise au jour des définitions de la sécurité dans la région
- ❖ Stratégies de coopération mises au point par les pays lors de la Conférence spéciale sur la sécurité et par les ministres de la défense à leur Cinquième réunion continentale
- ❖ Renforcement du Comité interaméricain contre le terrorisme (CICTE) pour lutter contre toutes les manifestations du terrorisme

### *Société civile*

- ❖ Amélioration considérable des activités de vulgarisation, par l'Organisation des États Américains et d'autres agences interaméricaines, auprès des organisations de la société civile
- ❖ Inclusion des mécanismes de dialogue entre le gouvernement et la société civile

pendant quasi toutes les réunions ministérielles, l'Assemblée générale de l'OEA et les séances des Sommets

### *Commerce, investissement et stabilité financière*

- ❖ Continuation des négociations pour la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA) avec toutes les parties présentes à l'origine et maintien du mois de janvier 2005 comme date limite de l'achèvement du processus
- ❖ Augmentation importante de la transparence des négociations de la ZLEA à travers des informations offertes par le Web, y compris la publication des projets de texte et la vulgarisation auprès de la société civile et réunions d'information pour les pays individuellement
- ❖ Établissement du Programme de coopération hémisphérique de la ZLEA pour aider les pays, notamment ceux dotés d'économies de petite taille, dans le cadre des négociations et de la mise en œuvre de la ZLEA
- ❖ Intensification de la coopération pour éviter les crises financières régionales
- ❖ Changements dans certains aspects de la culture commerciale pour traduire la responsabilité sociale des entreprises

### *Infrastructure et contexte normatifs*

- ❖ Coopération accrue pour établir des normes communes dans le domaine des télécommunications à travers la Commission interaméricaine des télécommunications (CITEL)
- ❖ Amélioration de la planification pour le développement des infrastructures à travers l'Initiative des transports du Continent américain, le Plan Puebla Panama pour le sud du Mexique et l'Amérique centrale et l'Initiative d'Intégration de l'infrastructure régionale en Amérique du Sud

### *Gestion des catastrophes naturelles*

- ❖ Amélioration de la coordination des préparatifs et des secours en cas de catastrophe naturelle
- ❖ Investissements importants en Amérique centrale pour protéger les infrastructures vulnérables

### *Fondation écologique pour le développement durable*

- ❖ Liaison plus efficace entre les initiatives écologiques régionales et mondiales
- ❖ Amélioration dans le développement durable des ressources forestières, notamment les programmes d'authentification de l'origine du bois de construction
- ❖ Progrès notables dans la gestion multinationale des ressources des bassins-versants

### *Gestion de l'agriculture et développement rural*

- ❖ Mobilisation efficace des ministères de l'agriculture pour mettre en œuvre les mandats des Sommets à travers des réunions ministérielles à l'échelle continentale et l'assistance technique de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
- ❖ Élargissement de la conception des questions d'agriculture pour y intégrer des questions globales de développement agricole et les liens entre la production et la concurrence commerciale



- ❖ Intégration importante des nouvelles techniques d'exploitation agricole dans plusieurs pays de la région

#### *Main d'œuvre et emploi*

- ❖ Progrès dans la mise en place de lois sur le travail et de sanctions y relatives de sorte qu'elles traduisent les dispositions de l'Organisation internationale du travail visant à protéger les travailleurs
- ❖ Utilisation efficace des réunions continentales des ministres du travail pour relier les questions de travail aux mandats des Sommets et aux incidences des négociations commerciales sur la main d'œuvre
- ❖ Efforts tripartites des ministres, employeurs et travailleurs pour traiter les questions de travail

#### *Croissance équitable*

- ❖ Accroissement de la conscientisation et augmentation des changements dans la conception des programmes par les banques de développement oeuvrant dans la région pour épauler la mise en œuvre des mandats issus des Sommets
- ❖ Engagement ferme aux plus hauts échelons des gouvernements pour traiter les problèmes d'inégalité dans le développement économique
- ❖ Renégociation intensive de la dette extérieure non soutenable de certains pays
- ❖ Nouveaux programmes pour le développement des petites entreprises et accroissement des capacités des nouveaux acteurs de l'économie de marché

#### *Éducation*

- ❖ Nouveaux efforts de coopération pour améliorer l'éducation dans la région à travers l'échange d'expériences aux réunions des ministres de l'éducation
- ❖ Reconnaissance globale de la nécessité d'améliorer considérablement les taux d'alphabétisation, de diminuer le taux d'abandon scolaire et de renforcer les programmes de formation de haut niveau en science et technologie
- ❖ Intensifier la coopération en matière d'établissement de normes continentales de mesure et améliorer l'accès à Internet et son utilisation
- ❖ Augmentation du taux de scolarisation féminine

#### *Santé*

- ❖ Réduction du coût des anti-rétrovirus pour le traitement du VIH/SIDA
- ❖ Incorporation de nouvelles technologies dans la fourniture des soins de santé
- ❖ Augmentation de la coopération dans la réforme des systèmes sanitaires à travers les réunions régionales des ministres de la santé avec l'appui de l'Organisation panaméricaine de la santé

#### *Parité hommes-femmes*

- ❖ Amélioration de la législation reconnaissant la parité hommes-femmes et la protection des droits de la femme
- ❖ Augmentation du nombre de femmes occupant des postes au gouvernement
- ❖ Amélioration de la coopération entre les partisans de la parité hommes-femmes à travers des réunions de haut niveau bénéficiant de l'appui de la Commission interaméricaine des femmes



#### *Populations autochtones*

- ❖ Reconnaissance accrue des droits des populations autochtones, notamment des améliorations dans la législation
- ❖ Augmentation des prises de contact et renforcement des groupes de plaidoyer pour la défense des droits des populations autochtones à travers les négociations autour de la Déclaration américaine sur les droits des populations autochtones
- ❖ Nouvelle assistance de grande envergure, par les organes politiques et le Secrétariat général de l'OEA, pour promouvoir l'élargissement des droits des populations autochtones

#### *Diversité culturelle*

- ❖ Reconnaissance accrue de l'importance de la culture dans l'identité nationale et de la protection du patrimoine culturel
- ❖ Coopération accrue dans la promotion et la protection de la culture à travers la Première réunion interaméricaine des ministres et hauts fonctionnaires chargés de la culture avec l'appui du Conseil interaméricain pour le développement intégré

#### *Enfance et jeunesse*

- ❖ Amélioration de la législation de protection de l'enfance et de la jeunesse
- ❖ Nouveaux programmes d'aide aux enfants combattants pour leur réinsertion dans la société normale
- ❖ Augmentation des programmes orientés spécifiquement vers la protection des enfants et des jeunes en situation de vulnérabilité

#### *Suivi du Plan d'action*

- ❖ Renforcement du Groupe de travail sur la mise en œuvre des initiatives des Sommets des Amériques, à travers sa Commission de coordination, sa Commission exécutive et les réunions ordinaires appuyées par le Secrétariat aux Sommets des Amériques de l'OEA
- ❖ Mise en place du Secrétariat aux Sommets des Amériques par le Secrétaire général de l'OEA
- ❖ Amélioration de la mobilisation du Groupe de travail mixte sur les Sommets composé des agences interaméricaines et des banques de développement pour fournir l'assistance technique et le financement nécessaires à la mise en œuvre des mandats des Sommets
- ❖ Augmentation importante de l'engagement de la société civile dans le processus des Sommets, notamment à travers le dialogue dans les réunions des ministres des relations extérieures, le Groupe de travail sur la mise en œuvre des initiatives des Sommets des Amériques, la Commission spéciale sur la gestion des Sommets interaméricains et la société civile
- ❖ Nouvel engagement du secteur privé en tant que partenaire du processus des Sommets
- ❖ Nouveau sentiment d'appartenance au processus des Sommets par divers acteurs sociaux, notamment les organisations de la société civile, les universitaires, le secteur privé, la jeunesse et les médias







*Sécrétariat des Sommets des Amériques*

Irone Klingor, Secrétaire Exécutive  
1889 F Street N.W.  
Washington, DC 20006 U.S.A  
Tel: 202.458.3127  
Fax: 202.458.3665  
[www.summitsoftheamericas.org](http://www.summitsoftheamericas.org)



**ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS**  
17th Street & Constitution Ave. N.W.  
Washington, DC 20006 U.S.A